

Quelle population dans 10 ans ?

Lors de la présentation une question a été posée sur les perspectives de développement démographique du village. Puisque le PLU nous est présenté comme un outil pour les 10 voire 20 ans à venir, quelle sera la population à cette, ces, échéances ?

La réponse donnée montre que plutôt de tracer un avenir décidé et réfléchi de la commune, la municipalité se propose de reproduire l'évolution actuelle.

Si ce qui nous a été répondu est exact, soit une quinzaine de permis de construire accordés chaque année, il faut donc s'attendre à voir la population quasiment doubler d'ici 10 ans (15 maisons X 10 ans X 4 habitants = 600 habitants supplémentaires).

Qui pourra nous prétendre que cette évolution ne va pas changer la nature profonde de notre village ?

Quelles seraient les conséquences du doublement de la population ?

A-t-on bien mesuré les conséquences d'une telle évolution ?

Des simulations budgétaires ont-elles été effectuées pour anticiper les dépenses de fonctionnement et d'investissement ?

Quels seraient les effets du doublement de la population sur la fiscalité locale ?

On voit bien, aujourd'hui, les difficultés à assumer les besoins actuels (routes en mauvais, voire très mauvais état, école éclatée, utilisant un préfabriqué en bord de départementale..).

Chacun peut craindre de devoir sérieusement mettre la main au porte-monnaie si notre développement ne s'appuie pas sur une réflexion financière en amont.

Zone artisanale : ne s'agit-il pas d'une fausse bonne idée ?

L'idée de développer les activités économiques dans notre village est, bien évidemment, partagée par tous.

Notre village manque cruellement, par exemple, d'un commerce multiservices de proximité (promesse électorale de la liste du Maire dont on n'entend plus guère parler).

Jugeals-Nazareth manque tout autant, de la présence des services publics de base comme la Poste.

Ceci dit, pourquoi s'interroger sur le bien fondé d'une zone ?

Tout d'abord, il faut constater qu'elle reste virtuelle puisque que son emplacement ne nous a pas été présentée tracée sur les cartes, étant entendu qu'elle devrait être positionnée en bordure de la nouvelle route de liaison avec l'A20 et à proximité de la départementale 8 (Montplaisir – le Bourg).

Pourquoi faut-il y réfléchir à 2 fois ?

La réalisation d'une plate-forme de ce type n'est pas neutre pour le contribuable (financement des études, de la construction, des voiries, des réseaux divers...).

Des projets de ce type existent à nos portes : sur la zone d'activité du futur aérodrome* et encore plus prêt, à Montplaisir, dans le cadre de la Communauté d'Agglomération de Brive sur le territoire de Cosnac.

Est-il prudent, en raison des coûts et de l'utilisation d'espaces naturels, de programmer une telle zone sans étude d'impact économique et financière, surtout quand on connaît le nombre de zones de ce type qui sont désespérément vides... ?

Peut-on jouer en solo pour de tels projets ou n'est-il pas judicieux de mutualiser les coûts et les moyens mis à disposition des entrepreneurs qui s'y installent (services communs, haut débit, etc...) ?

Ces questions posent, par d'ailleurs, la pertinence du choix qui a été fait de constituer, avec Nespouls et Estivals, (un millier et demi d'habitants) une communauté de communes qui n'a pas les moyens de peser dans le développement de son territoire.

Il suffit de voir, à nos portes, comment, tout en gardant leur identité, les « petites » communes de la CAB ont pu bénéficier au quotidien de leur implication dans une structure de 80.000 habitants, à travers des projets qui n'auraient jamais pu être lancés sans une intercommunalité à cette échelle.

***Tout le monde ne semble pas persuadé que la zone d'activité de l'aéroport soit une idée sans risques pour les finances communales ...**

Que veut dire, page 3 du bulletin n° 3 de juin 2006 des Portes du Causse, «*Tout retour sur investissement implique en effet une prise de risque financier* » ? Est-ce l'aveu qu'il ne s'agit pas forcément d'une bonne idée ?

24.357 €

C'est la dépense votée au Conseil du 13 mars pour rémunérer le Cabinet d'étude. Au regard de nos capacités d'investissement, ce n'est pas une dépense anodine...

contacts :

Raphaël DESCAMPS - La Vapaudie

06.62.96.48.21 - 05.55.85.88.29

notrevillagedemain@orange.fr

Vous pouvez aussi réagir sur le blog :

<http://notrevillagedemain.over-blog.com>

Ce journal d'information a été réalisé avec la coopération de la section cantonale du Parti Socialiste de Brive Sud-Ouest

Imprimé par nos soins
Ne pas jeter sur la voie publique

Un projet aussi important pour l'avenir nécessite une information sans failles ...

Le Conseil Municipal est public.

Le Plan Local d'Urbanisme fera l'objet, dans son processus d'élaboration, de débats au Conseil municipal.

Les séances du Conseil municipal sont publiques et il ne sera pas inutile de voir la teneur des débats qui y auront lieu.

Si les séances sont bien affichées au Bourg, il est difficile d'en connaître les dates sauf à passer régulièrement en Mairie.

Si nos hameaux bénéficiaient de panneaux d'informations dans différents points du territoire communal comme dans toutes les communes voisines, il est vraisemblable que l'information circulerait mieux (C'était d'ailleurs une promesse électorale de Monsieur le Maire...).

Demande a donc été faite, lors de la présentation du PLU, de faire figurer les dates du Conseil dans les bulletins municipaux...

Accès aux documents et transparence des projets

La présentation de l'étude par le Cabinet retenu a forcément été rapide avec difficulté de voir très précisément les détails sur la cartographie projetée.

S'appuyant sur la jurisprudence, le Maire refuse de transmettre copie des documents présentés en séance publique.

Dans d'autres communes, pour peu que ces documents soient revêtus de la mention « projet – documents non définitifs », les élus n'hésitent pas à jouer la transparence pour des décisions qui engagent durablement la vie des habitants...

Il n'en reste pas moins que la règle veut qu'un certain nombre de documents doivent être mis à la disposition du public.

A ce jour, une demande de consultation formulée auprès du secrétariat reste toujours sans réponse...

Chacun doit prendre en main l'avenir de notre village !!!

Toutes ces questions, toutes ces interrogations ne doivent pas rester l'apanage de quelques uns.

Nous savons que les habitants du village s'interrogent sur notre devenir commun.

Plusieurs d'entre-vous nous ont demandé notre avis sur ces questions, sachant nos engagements dans la vie économique et sociale, dans des associations et cela à différents niveaux.

Toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté, républicains et laïques, défenseurs des qualités écologiques de notre cadre de vie, et qui œuvrent pour plus de progrès et de justice, soucieux de notre avenir commun, ne peuvent rester insensibles aux choix qui fondent la vie dans notre village et qui conditionneront le Jugeals-Nazareth de nos enfants.

Vous voulez parler de ces questions, vous voulez nous faire connaître votre avis, vous voulez vous engager un peu plus pour le village et ses hameaux, alors **n'hésitez pas à nous contacter.**